

## LA CRISE ÉCONOMIQUE COMME ÉVÉNEMENT PASSIONNEL

Frédéric Lordon

Editions de Minuit | « Critique »

2012/8 n° 783-784 | pages 699 à 709

ISSN 0011-1600

ISBN 9782707322555

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-critique-2012-8-page-699.htm>  
-----

!Pour citer cet article :

-----  
Frédéric Lordon, « La crise économique comme événement passionnel », *Critique* 2012/8 (n° 783-784), p. 699-709.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de Minuit.

© Editions de Minuit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La crise économique comme événement passionnel

Les économistes ne pensent pas la catastrophe. Il faudrait se demander pourquoi. L'histoire témoigne pourtant assez de dévastations proprement économiques portant les sociétés au bord du chaos : l'hyperinflation allemande de 1923, les grands effondrements financiers et bancaires, tel celui de 1929... La crise ouverte en 2007 est potentiellement porteuse de dislocations de cette magnitude – on peine ainsi à se figurer concrètement ce que pourrait donner une explosion de l'euro. Pourtant, comme si l'ordre des choses économiques était postulé d'une régularité intrinsèque, ou bien n'admettant que des irrégularités « raisonnables », les économistes n'ont pas d'autre concept à leur disposition que la « crise ». À quoi pourraient-ils donner le nom de « catastrophe » ? Peut-être à une destruction terminale des institutions de l'économie capitaliste... c'est-à-dire à l'anéantissement de leur « objet » – raison pour quoi la « catastrophe » demeure de l'ordre de l'impensable, si ce n'est de l'impensé décisoire. Il n'y aura donc que la « crise ». Et encore : les économistes la pensent-ils vraiment ?

Il le faudrait car dans le champ élargi du débat public et politique, la « crise » est assurée de faire très bonne figure au concours des « concepts » les plus mal bâtis. Il suffit pour en avoir l'intuition de penser à la prolifération incontrôlée des « crises » de toutes natures, « économique » bien sûr, mais également « politique », « sociale », « environnementale », « morale » ou « de civilisation ». Et il faut aussi s'interroger sur le sens que pourrait bien revêtir l'idée d'une « crise économique » continûment évoquée... depuis presque quarante ans. Il ne faut donc pas compter sur le discours « médiatique expert », gros utilisateur du terme, pour aller au-delà des appréhensions de sens commun qui en font la dénomination générique d'humeurs politiques et sociales tristes, sentiments d'insatisfactions collectives et malaises variés, finale-

ment tous peu ou prou réductibles à l'énoncé implicite : « la crise, c'est quand ça va mal » – typiquement : trente ans de chômage de masse, trente ans de crise. Or, quitte à demeurer dans le registre des formulations vernaculaires, la crise, ça n'est pas « quand ça va mal » : c'est « quand ça change ».

Mais quel est le « ça » objet pertinent du changement susceptible de qualifier une crise ? On ne peut pas dire que la théorie économique standard (néoclassique) ait brillé par sa profondeur analytique, qui s'est contentée du changement de signe d'une dérivée, *alias* un retournement du sentier de croissance : une crise c'est une fluctuation à la baisse dans l'évolution du produit intérieur brut... Dans sa version la plus maximaliste<sup>1</sup>, la théorie néoclassique va même jusqu'à soutenir que, l'économie étant par elle-même un système de marchés parfaitement stable et autorégulé, la disharmonie ne peut venir que du dehors, et les fluctuations n'avoir pour principe que des « chocs exogènes », en général des chocs « d'offre » puisque, dans ce cadre très particulier, et très antikeynésien, l'offre crée sa demande – ça n'est donc jamais de ce second côté (celui de la demande) que peuvent venir les problèmes. Ainsi par exemple la Grande Dépression des années 30 serait-elle le produit d'un « choc d'offre », mais alors énorme, événement tout à fait malencontreux, venu du dehors, on ne sait trop d'où exactement d'ailleurs, qui aurait brutalement déplacé les fonctions de production – quelque chose comme un accès, mais massif, de stupidité collective ayant entraîné un soudain effondrement de la productivité. La leçon est évidemment transparente : le système des marchés laissé à lui-même ne connaît pas la crise, il ne l'expérimente que d'être inévitablement branché sur un extérieur (politique, pétrolier, géostratégique, technologique, etc.), unique origine de ses perturbations.

On se dit évidemment que la science économique ne se porte pas très bien tant qu'elle continue de nobéliser ce genre de contorsion<sup>2</sup> destiné à tenir ensemble quelques faits difficilement contestables (il y a eu une Grande Dépression, d'autres crises aussi) et la défense à tout prix d'une image dogmatique de l'économie comme « équilibre général de mar-

1. Celle dite des *Real Business Cycles*.

2. Robert Lucas, Finn Kydland, Edward Prescott...

chés » optimal et stable<sup>3</sup>. On doit à l'honnêteté de reconnaître que, à ces aberrations près, la macroéconomie keynésienne n'a pas livré un concept de crise beaucoup plus profond : pour elle également, la crise, c'est la fluctuation conjoncturelle – celle qui, à l'inverse de la position néoclassique se contentant d'attendre le jeu régulateur spontané des marchés, appelle les interventions contracycliques des différents instruments de la politique économique.

### *Vie et mort des régimes d'accumulation*

La théorie dite « de la Régulation<sup>4</sup> » s'est précisément définie contre la pauvreté de ces conceptualisations de la crise pour penser la rupture du début des années 70 – les taux de croissance de la production et de la productivité passent brutalement d'une tendance de 4-5 % l'an à une pente très inférieure de 2-2,5 % –, rupture qui n'était visiblement justiciable ni de la dénégation néoclassique (dans la théorie) ni des simples mesures de relance keynésienne (dans la pratique<sup>5</sup>). C'était donc autre chose qu'une ordinaire fluctuation qu'il s'agissait de penser, autre chose qui avait davantage à voir avec un changement d'époque. Inspirée par l'historicisation dialectique héritée du marxisme, la théorie de la Régulation a donc eu pour premier mouvement de rompre avec l'universalisme transhistorique (ou plutôt anhistorique) des « lois de l'économie » pour penser l'accumulation du capital

---

3. Pour être tout à fait honnête il importe de souligner la dissonance entre d'une part ce qui doit être nommé *stricto sensu* la théorie de l'équilibre général, qui n'a jamais caché ne pas être en mesure de démontrer la stabilité de l'équilibre, et d'autre part la macroéconomie qui s'en inspire dans un cadre suffisamment simplifié pour que la propriété de stabilité soit restaurée.

4. Au rang des ouvrages fondateurs, il faut citer M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976 (rééd. Odile Jacob, 1997) et R. Boyer et J. Mistral, *Accumulation, inflation, crises*, Paris, PUF, 1978. Voir également R. Boyer et Y. Saillard (éd.), *Théorie de la Régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1995, rééd. 2002 ; R. Boyer, *Théorie de la Régulation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.

5. Comme en témoignent les deux tentatives de relance keynésienne (Chirac 1974, Mauroy 1981), soldées par le même échec.

en ses séquences particulières, c'est-à-dire comme processus *périodisé*. Encore fallait-il pour ce faire abandonner l'image princeps de l'économie comme « système de marchés » et se donner pour objet alternatif le *capitalisme*, dès lors conçu comme ensemble de rapports sociaux institutionnellement appareillés, pour accéder à l'idée que si le capitalisme ne se donne à voir qu'en ses configurations institutionnelles, il est donc *constitutivement* sujet à transformations historiques<sup>6</sup>. Le capitalisme change parce que ses armatures institutionnelles changent. Si les rapports sociaux du capitalisme sont ses invariants de très longue période, les institutions qui les expriment *particulièrement* sont des produits de l'histoire, comme tels contingents et temporaires, c'est-à-dire offerts à formation et à transformation par l'histoire. Et qui n'en a l'intuition claire ? Le rapport fondamental du salariat ne reçoit-il pas des actualisations très différentes selon qu'on l'envisage dans les trente premières années du xx<sup>e</sup> siècle, de 1945 à 1985, ou sous le régime de la mondialisation néolibérale ? Et de même pour les formes de la concurrence, celles de la banque-finance, des organisations industrielles, des modes d'intervention de l'État, etc. La théorie de la Régulation donne consistance analytique à cette intuition élémentaire, mais juste, que le capitalisme *varie*. Changent les formes institutionnelles et changent les mécanismes qui pilotent l'accumulation du capital, par conséquent les dynamiques macroéconomiques des sentiers de croissance – réguliers ou instables, à rythme élevé ou faible, à haut taux d'emploi ou bas, avec telle ou telle conséquence sur le partage des revenus et les inégalités, etc. Le capitalisme ne se donne donc jamais à voir qu'en la succession historique de ses régimes d'accumulation, et l'on nomme « crise » la transition de l'une à l'autre de ces « époques » – la crise, « c'est quand ça change », et ce qui change dans une crise c'est la cohérence d'ensemble d'un régime d'accumulation.

Or il y a nécessairement crise parce que les rapports sociaux capitalistes exprimés dans un certain ensemble de formes institutionnelles sont intrinsèquement contradictoires et que les institutions ne peuvent jamais qu'accommoder temporairement ces contradictions – les « réguler », de là le

---

6. De même qu'à variations géographiques.

nom de la théorie. Ainsi, par exemple, le régime d'accumulation fordien qui repose sur l'extraction des gains de productivité par l'allongement des séries rencontre-t-il sa limite lorsque le marché intérieur parvient à saturation et passe d'une demande de premier équipement à une demande de renouvellement – moins homogène, exigeant des séries plus courtes et plus différenciées, donc contradictoire avec les formes en place de l'organisation industrielle et perturbant son régime de productivité. Chercher à prolonger la logique fordienne des séries longues par substitution des exportations à la consommation intérieure ne fait qu'accroître la déstabilisation du régime dont le bouclage macroéconomique reposait sur la progression forte et régulière des salaires, vertueuse dans un schéma de croissance autocentrée où la solvabilisation<sup>7</sup> de la consommation intérieure est décisive, mais prise en porte-à-faux lorsque l'économie s'ouvre au-delà d'un certain seuil et se trouve engagée dans le jeu de la compétitivité par les coûts. En une illustration typique de l'intuition dialectique marxienne, le fordisme meurt donc d'avoir trop bien réussi, et c'est le fonctionnement même de sa structure qui, dans le long terme, a « tordu » sa structure... jusqu'à l'amener à un point critique où se rompt la cohérence ancienne<sup>8</sup>. De même le régime néolibéral se trouve mis en péril d'avoir laissé toute licence aux marchés de capitaux et, partant, d'avoir laissé la finance étendre ses opérations jusqu'au point où l'accumulation de risques et de dettes (publiques et privées) n'est plus gérable, ne trouvant plus alors de processus résolutoires que dans une succession de défauts massifs extrêmement déstabilisateurs (le défaut des ménages étatsuniens sur leurs crédits hypothécaires *subprimes*, les défauts sur les dettes souveraines à l'image de la Grèce).

Incidentement, le régime d'accumulation néolibéral fait voir on ne peut mieux tout ce qui sépare analytiquement la

---

7. Par « solvabilisation » de la consommation, il faut entendre l'ensemble des flux monétaires (ceux du salaire et ceux des revenus de transferts) qui concourent à la formation d'une demande « solvable » (i.e. dotée des moyens financiers de s'exprimer) des ménages.

8. F. Lordon, « Formaliser les dynamiques et les crises régulationnistes », dans R. Boyer et Y. Saillard (éd.), *Théorie de la Régulation, l'état des savoirs*, op. cit.

crise conceptualisée comme rupture d'un ancien schéma cohérent de l'accumulation du capital de « la crise-quand-ça-va-mal ». Le chômage de masse, comme les inégalités ou la précarité, n'y sont nullement les indices d'une « crise » – qui durerait depuis trente ans ? –, ils sont des caractères *permanents* de ce régime, des produits durables de sa cohérence installée – en effet depuis trente ans... Ce n'est évidemment pas que la crise ne puisse advenir à ce régime d'accumulation – aucun n'en est exonéré, et les événements présents en témoignent assez. Mais, précisément, ce qui fait crise dans le régime d'accumulation néolibéral<sup>9</sup> n'est pas à trouver dans les éléments qui alimentent depuis plusieurs décennies le discours ordinaire sur « la crise » : ce sont les déstabilisations exceptionnelles<sup>10</sup> produites par le fonctionnement de la structure – notamment dans le compartiment de la finance de marchés – et que la structure elle-même n'est plus en état d'accommoder : depuis 2007 et le choc des *subprimes*, en effet, on peut dire que le régime d'accumulation néolibéral est entré en crise.

Mais il n'y est qu'*entré*. Que faut-il donc de plus pour qu'il y soit tout à fait ? Il y faut les forces motrices effectivement productrices de changement – c'est-à-dire de transformations institutionnelles susceptibles d'accoucher d'une nouvelle « cohérence » d'ensemble de l'accumulation capitaliste. Comme la théorie de la Régulation n'a pas cessé de le souligner, c'est peut-être en ce genre de point que s'arrêtent les pouvoirs de l'analyse macroéconomique pure, car tout processus de transformation des formes institutionnelles demeure fondamentalement du ressort des pratiques politiques. C'est dire l'incertitude qu'ouvre une phase de déstabilisation de grande ampleur, laquelle peut déboucher sur des recompositions très diverses, mais abandonnées à un jeu de rapports de force peu prédictible *ex ante*, ou aussi bien

---

9. Qu'on pourrait nommer plus exactement, mais plus lourdement « capitalisme de déréglementation à dominante financière », voir F. Lordon, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Raisons d'agir, 2008, épilogue.

10. Exceptionnelles en termes d'ampleur des variations des paramètres macroéconomiques (chute de la croissance, déficits, dettes...) et financiers (dévalorisations massives de certains actifs).

donner lieu à des tentatives (celles des dominants !) d'accommoder tant bien que mal les divergences pour maintenir tout ce qui peut être sauvé du système précédent – à l'image, d'ailleurs spectaculaire, des efforts désespérés des actuels gouvernements pour n'entamer en rien les prérogatives des marchés de capitaux, continuer de leur soumettre la normalisation des politiques économiques (par agences de notation interposées), voire profiter de l'état de séisme pour réaliser une avancée sans précédent de l'agenda néolibéral : coupes claires dans les budgets publics et sociaux, « règles d'or » budgétaires, déréglementations en tout genre au nom de la flexibilité-compétitivité, etc., soit l'intensification paradoxale du modèle qui vient d'être à l'origine d'un choc marquant à l'échelle de l'histoire du capitalisme... Quelles sont donc, en toute généralité, les forces qui viennent trancher dans cette indétermination et faire basculer les processus institutionnels dans un sens ou dans un autre ? Le point de vue d'une science sociale spinoziste<sup>11</sup> donne la réponse suivante : ce sont les affects collectifs.

### *Une philosophie des crises comme événements passionnels*

En passer par le terme théorique des affects est donc aussi une manière de souligner que l'état de crise n'est complètement constitué qu'après s'être inscrit comme tel dans les esprits. Il ne s'agit pas de céder à une forme extrême de constructivisme qui réduirait les phénomènes du monde social à un pur jeu de représentations créatrices détaché de tout ancrage objectif. Mais il s'agit d'indiquer qu'un état social donné, comme par exemple celui qui suit de l'enchaînement < risque systémique / contraction du crédit / récession / déficits / politiques d'austérité > ne produit ses effets que par la médiation des affects collectifs conformément à la séquence élémentaire qui, dans la théorie spinoziste du comportement, emmène d'une affection (une rencontre de chose extérieure) à un affect (l'effet de cette rencontre simultanément dans le corps et dans l'esprit), et de cet affect à une redirection de

11. Voir Y. Citton et F. Lordon (éd.), *Spinoza et les sciences sociales. De la puissance de la multitude à l'économie des affects*, Paris, Éd. Amsterdam, 2008.



l'élan de puissance du *conatus* (qui fait alors effort d'une manière déterminée). Regarder un journal télévisé rendant compte d'une fermeture d'usine, lire des statistiques économiques d'emploi en baisse et de bonus financiers en hausse, remarquer plus de pauvres dans les rues ou bien recevoir sa propre lettre de licenciement : ce sont des rencontres de choses, des affections – et même en tout premier lieu des affections du corps : voir, entendre, lire. Spinoza nomme affect la variation de puissance d'agir du corps *et* la formation d'idée qui résultent *simultanément* de cette affection (*Éth.*, III, déf. 3). Dans cette simultanéité s'indique alors la bivalence des affects comme événements à la fois corporels et mentaux, expression d'ailleurs de l'union profonde du corps et de l'esprit dont il faut voir combien elle fait de l'idéation un phénomène inséparable de la vie passionnelle, en fait même l'une de ses manifestations. Il n'y a pas à établir, comme le veut la représentation courante, de différence d'ordre, encore moins d'antinomie, entre « les idées » et « les passions » : il n'est pas d'idée qui ne soit formée hors d'une affection antécédente et dans son voisinage d'affects. C'est pourquoi évoquer les affects comme terme médiateur entre les affections (socio-économiques) et les mouvements de corps des agents, (c'est-à-dire les réactions qui, composées, soutiendront telle ou telle dynamique politique) n'est pas les renvoyer à un univers obscur de passions brutes et irréfléchies mais bien les saisir dans la formation de complexes idéels-passionnels où le support passionnel des contenus idéels est cela même qui détermine ces mouvements de corps, individuels et collectifs. Les corps ne se meuvent que d'avoir été affectés, la question générale, et spécialement la question politique, étant alors de savoir de quelles manières telle affection produit tels affects différenciés.

C'est qu'évidemment rien n'autorise à supposer qu'une même affection affecte tous identiquement. Spinoza dit même très explicitement le contraire : « *Des hommes différents peuvent être affectés de différentes manières par un seul et même objet, et un seul et même homme peut être affecté par un seul et même objet de différentes manières en des moments différents* » (*Éth.*, III, 51). Il en est ainsi car les affections sont pour ainsi dire réfractées au travers de la complexion affective des individus (que Spinoza nomme

leur *ingenium*). Or l'exposition des mécanismes fondamentaux de formation de l'*ingenium* individuel, comme traces sédimentées des expériences affectives passées<sup>12</sup>, appelle son prolongement sous l'espèce d'une sociologie rendant compte des regroupements des individus par classes d'expériences semblables, d'où résulte la formation d'*ingenia* pour partie semblables<sup>13</sup>.

Au travers de l'épaisseur de la stratification sociale, les affections de la crise économique sont donc réfractées différenciellement selon les différentes classes d'*ingenia* pour y produire leurs idées-affects variées – et *in fine* leurs effets politiques. Ainsi la situation de crise n'est-elle complètement constituée qu'au moment où l'état des choses détermine au travers de l'*ingenium* différencié du corps social des affects communs de refus. Par une tautologie créatrice qui est le propre du monde social, il y a (pleinement) crise quand, d'une affection économique donnée, se forme l'idée-affect majoritaire qu'il y a crise<sup>14</sup>. Dire cela n'est pas verser dans le pur arbitraire d'un constructivisme totalement autoréférentiel mais souligner la part d'indétermination qui suit de la médiation des affects, conformément à l'énoncé même de *Éth.*, III, 51. C'est bien pourquoi l'on ne saurait *a priori* localiser des seuils de rupture objectifs qui permettraient de tenir le diagnostic au seul registre des affections économiques (les états de choses économiques, statistiquement documentés). On se souvient de la prophétie – avec le recul du temps dérisoirement fautive – qui annonçait « l'explosion de la société française » si le nombre des chômeurs venait à dépasser les

---

12. Pour une insistance sur le thème de la trace et du traçage dans la théorie spinoziste de l'*ingenium*, voir L. Vinciguerra, *Spinoza et le signe. La genèse de l'imagination*, Paris, Vrin, 2005.

13. Pour partie seulement puisqu'il reste toujours dans la trajectoire biographique d'un individu un ensemble d'expériences idiosyncratiques, de sorte que, même sociologiquement proches, deux individus ne pourront jamais avoir des *ingenia* tout à fait identiques.

14. La formation d'une telle idée-affect majoritaire ne va d'ailleurs nullement de soi ; et il faudrait, en toute généralité, mais aussi en chaque cas, exposer les mécanismes sociaux qui déterminent une telle formation : influences interindividuelles mimétiques, effets d'autorité transitant par des locuteurs autorisés ou des prescripteurs d'opinion, c'est-à-dire renvoyant à des pôles de capital symbolique concentré, etc.

500 000 – c'était au tout début des années 70 dans la France de Pompidou... Sans doute parce que sa montée s'est faite progressivement (et bien sûr pour de nombreuses autres raisons), l'affection économique du chômage de masse n'a pas produit d'idée-affect collective suffisamment puissante pour faire passer à l'opinion le seuil de l'intolérable. On se doute qu'il doit exister quelque part un taux de chômage (15 % ? 25 % ? mais 25 % c'est le taux de l'Espagne... et elle ne bouge pas (encore) ; plus ?) qui finirait par engendrer des désordres sociaux tendant à l'émeute à grande échelle – et enfin des transformations politiques substantielles –, mais nul ne peut dire où se trouve exactement ce point critique, dont la localisation n'est pas donnée *ex ante* mais émergera endogènement, en cours de processus. De la même manière on est frappé de l'aptitude différente des corps sociaux, par exemple français et étasunien, à tolérer un certain niveau d'inégalité, et là encore c'est l'*ingenium* collectif qui manifeste ses tolérances et ses intolérances.

Ainsi des *ingenia* collectifs différents peuvent être affectés différemment par une seule et même affection économique, et un même *ingenium* collectif peut être affecté par une seule et même affection économique de différentes manières à différents moments du temps. Quels affects collectifs l'état de *credit crunch*, de récession économique et de politiques d'austérité va-t-il produire ? C'est à cette question que demeure suspendu le devenir-crise de cet état, c'est-à-dire la naissance contingente de dynamiques passionnelles collectives suffisamment puissantes pour aboutir à une transformation (politique) des institutions du capitalisme – et à un changement du régime d'accumulation. De la même manière, la question de savoir si l'état présent de l'économie se qualifie comme crise *dans* le capitalisme, dont l'enjeu serait limité au passage d'un régime d'accumulation à un autre, ou comme crise *du* capitalisme demeure entièrement ouverte. Rien ne peut exclure – mais rien ne rend nécessaire – que la question du capitalisme lui-même, et de l'opportunité de le dépasser, ne soit posée à la faveur des désordres actuels. Une « simple » crise du régime d'accumulation pourrait alors muter en crise du capitalisme si, à la suite des affections économiques présentes, se formait l'idée-affect majoritaire qu'un seuil d'intolérable a été franchi qui a à voir avec *le capitalisme* lui-

même. Et si un jour cet événement terminal doit se produire, il prendra d'abord le visage d'une crise du régime d'accumulation, mais en quelque sorte la crise de trop, emballée par une amplification affective d'intensité inédite.

Une dynamique critique n'est lancée que par une formation de puissance collective déterminée à une action transformatrice. Et cette formation de puissance elle-même ne se constitue que sous le coup d'affects communs suffisamment intenses. Ces affects ont à voir avec les seuils de l'intolérable, de « ce qui ne peut plus durer ». Mais l'extension du « ce » qui est l'objet du jugement, et l'intensité requise pour qu'il soit jugé « ne plus pouvoir durer », sont soustraits à toute connaissance certaine *a priori*. Qu'un état de chose économique devienne une crise demande donc de savoir quels affects cette affection va produire. Pour leur fortune et pour leur infortune, les pouvoirs vivent dans cette indétermination, c'est-à-dire à l'abri de la plasticité du corps social dont les tolérances et les capacités d'accommodation peuvent s'étendre étonnamment loin, ou sous le risque d'un seuil invisible dont le franchissement ne sera constaté que trop tard. Depuis l'éclatement de la bulle des *subprimes* en 2007, cinq ans de désordres économiques profonds n'ont toujours pas décidé de la qualification définitive des choses. Et la question est toujours ouverte de savoir si ce même ensemble d'affections économiques et sociales n'aura déterminé aucun mouvement collectif d'ampleur et donné lieu seulement à des tristesses individuelles séparées ou à des mouvements sporadiques sans suite ; ou bien produit des affects collectifs mais porteurs de remises en cause limitées, à l'image du New Deal de Roosevelt qui maintient dans le capitalisme mais en reconfigurant le régime d'accumulation. Ou bien déclenché la formation d'une puissance collective révolutionnaire – la « catastrophe » ?

Frédéric LORDON